Numéro 44

Mardi
4 décembre 1979

Prix : 1 F

12, cité Malesherbes
Paris 9e
878.40.73

RIPOSTE

Le quotidien de poche du parti socialiste

Directeur
Georges Fillioud

Evènements d'Iran : la diplomatie française effacée, par Lionel Jospin • Pétrole : la petite phrase qui mène à Rotterdam • Magistrats : échec à Peyrefitte • Aiguilleurs : le Theule change de ton • Vimeu : les patrons de l'âge du bronze • Alsthom-Belfort : la « provoc » de la direction • Energies éternelles : Quilès veut qu'on les recherche • Portugal : le P.s.p seul contre tous

Les dirigeants communistes pris en...

Flagrant délit de mauvaises actions

Non pas ça... Quand la direction du P.c utilise même le grave débat sur l'avortement pour y inventer des arguments à l'appui de sa campagne anti-socialiste, c'est une mauvaise action. Et c'est faire preuve de beaucoup de mépris pour toutes celles qui sont concernées en leur âme et leur corps. Nous reprochions, ici, vendredi, au pouvoir et à la droite d'avoir fait d'un tel sujet l'enjeu d'opérations politiques. Hélas, les chefs communistes se livrent aux-mêmes manoeuvres. André Lajoinie encore, dans l'Humanité d'hier matin.

«La finalité de nos propositions vise à assurer une véritable liberté aux femmes et aux couples, la pleine liberté de choisir le nombre d'enfants, et pour cela, faire que l'I.v.g ne soit qu'un ultime recours, la pleine liberté d'avoir réellement les enfants souhaités, ce qui n'est pas le cas actuellement du fait de la politique familiale réactionnaire du pouvoir». Ce texte par lequel Lajoinie résume la position de son parti, résume aussi celle des socialistes. Sans y rien changer. Qui peut l'ignorer ? Qui peut faire semblant de ne pas le savoir ?

C'est exactement ce que le P.s dit depuis des années. C'est ce que ses porte-parole ont répété pendant les trois jours de la discussion sur l'I.v.g, à l'Assemblée la semaine dernière. Et pourtant Lajoinie qui le sait bien, n'en écrit pas moins : «telle n'a pas été l'attitude des députés socialistes qui ont fait la démonstrtion pratique de leur double langage et leur double jeu...»

Après un effort commun

Cela nous fonde à dire à l'auteur de ces lignes : André Lajoinie, nous avons voté ensemble le texte à l'aube de samedi. Pour les mêmes raisons que vous. Après avoir essayé en vain, comme vous et avec vous, de l'améliorer. En faisant, tout au long du débat, des propositions souvent voisines et parfois identiques aux vôtres, parce qu'elles avaient pour origine l'aspiration qui nous est commune à plus d'égalité, à plus de dignité, à plus de responsabilité pour la femme en situation de détresse. Et nous avons voté, les uns et les autres, une loi que nous jugions également insuffisante, parce que sans les voix de la gauche, on retournait aux interdits et à la répression de la législation du passé. C'est à l'honneur des communistes et des socialistes d'avoir agit comme ils l'ont fait. Ils l'ont fait ensemble. C'est bien ainsi.

Et il n'est ni honnête, ni responsable, d'utiliser cette question de morale et de société à des fins partisanes. Certes, l'état-major du P.c avait décidé, depuis le début, de faire cavalier seul dans cette affaire, comme dans toutes les autres, puisque telle est, aujourd'hui, sa stratégie. Tandis que le P.s lui, s'est associé à toutes les actions communes menées par les formations les plus représentatives des forces populaires, dans une lutte qui aurait dû rallier tout le monde, puisqu'il s'agissait de la liberté.

Et nous savons bien que beaucoup de communistes n'ont pas compris que leur parti ait ainsi choisi l'isolement et lui en font reproche. Mais est-ce une raison pour persévérer, accuser les autres, et prétendre représenter seul les aspirations du peuple ? Alors que la démonstration contraire vient d'être faite...

Trahir l'information, la refuser, la truquer ne sont pas longtemps de bons moyens pour imposer ses vues. Car la vérité est têtue... Et elle est forte.

Il n'y a pas si longtemps que Georges Marchais disait que le droit à l'information «est un droit fondamental de l'homme». C'est d'abord avec la vérité qu'on le sert. Le mensonge le mutile. Certains silences aussi le nient. Comme celui qu'observe l'Humanité sur les vraies raisons de la démission d'Henri Fiszbin du Comité central, en refusant de publier la lettre dans laquelle l'ex-secrétaire de la Fédération de Paris s'expliquait.

Péril d'espérance

Ce n'est pas lui, ce n'est pas nous, c'est Yvonne Quilès qui a été la plus sévère à ce sujet. Ancienne rédactrice en chef de France-Nouvelle, sabordé par décision prise au sommet, elle sait de quoi elle parle lorsqu'elle écrit dans Le Monde de dimanche : «Cette affaire est inacceptable parce qu'elle est incompréhensible. Je défie quiconque n'ayant en sa possession que les informations filtrées, censurées par la direction du parti, d'y comprendre quelque chose».

Et elle ajoute : «Ne vous obstinez pas dans une position intenable qui fera un tort considérable au Parti communiste pour de longues années à venir. Ne perdez pas votre crédit acquis si difficilement, si douloureusement, sur le problème des libertés dans les pays socialistes. Ne donnez pas l'impression de vous rendre coupables de ce que vous reprochez justement, à ceux qui enfreignent les règles d'une information majeure et d'une démocratie véritable».

Les inquiétudes d'Yvonne Quilès sont largement partagées. Le comportement de ses dirigeants qui met en cause «le crédit acquis par le Parti communiste», sonne le péril au-delà de lui-même, pour l'espérance de tout ce peuple de gauche dont il est avec d'autres, porteur.

Georges Fillioud

épingé

«A la limite, on pourrait presque renverser un gouvernement sans pour autant sortir de la majorité».

Claude Labbé, au Club de la Presse.

Portugal : seuls contre deux coalitions

Les oeillets ont pâli

L'alliance démocratique, coalition de droite, semble, à l'heure où nous mettons sous presse, assurée de remporter les élections législatives portugaises. Alors que près de 6 millions de bulletins (sur un total de 7 millions) avaient été dépouillés, le pourcentage de voix des trois principales formations était le suivant : Alliance démocratique : 44%, le Parti socialiste portugais : 28% et l'Alliance du peuple uni (dont le P.c.p) 19%.

Si la victoire de la droite a certainement été facilitée par le vote, pour la première fois, d'environ un million de portugais revenus des colonies, cette explication ne suffit pas.

Pour comprendre le déplacement politique opéré à la lumière de ces résultats, il faut analyser plusieurs facteurs convergents qui ont abouti au sensible recul (près de 7 points) du Parti socialiste portugais.

— Le Parti socialiste portugais se présentait seul, contre deux coalitions. A droite le

(suite page 4)

POSITION

Evènements d'Iran : du domaine réservé au mutisme

La diplomatie française aphone

par Lionel Jospin



La crise iranienne soulève bien des inquiétudes. Les points de vue qu'elle inspire ne sont pas toujours à l'abri des passions, ni exempts d'arrières pensées. Pourtant, il est particulièrement important, face aux enjeux de garder la tête froide.

1. On ne peut impunément oublier les peuples. Le soutien inconditionnel apporté par tous les pouvoirs établis au shah et à son régime a fait trop longtemps négliger le peuple en Iran. Sa révolte trouble les relations internationales ? Elle est un facteur de déséquilibre ? Sans doute. Elle demeure légitime. La révolution iranienne est une révolution sociale : la lutte pour la redistribution des terres, la création d'organes de contrôle dans les usines, la réappropriation de ses ressources naturelles en témoignent.

Certes la lutte pour le pouvoir n'est pas achevée. Mieux, elle fait sans doute rage avec la récente promotion de S. Gothbzade. Tant qu'il n'y aura pas stabilisation du régime, toutes les surenchères pourront se développer. Et des évolutions négatives pourront prendre le desus : c'est le cas avec cette prise d'otage scandaleuse. Sachons aussi que tout n'est pas décidé et que notre solidarité comme nos critiques peuvent être utiles.

2. Le réveil des nations du Tiers-Monde *ne s'est pas achevé avec la décolonisation.* Leurs revendications sont aussi de nature économique. L'aveuglement des pays industrialisés, leur incapacité à agir pour la construction d'un nouvel ordre économique international risquent de conduire à un affrontement de plus en plus radical entre les pays riches et tous les autres.

Les conclusions du sommet de La Havane ont mis en lumière la force unificatrice de cette revendication, quels que soient les clivages qui traversent le mouvement des non-alignés. L'Iran continuera d'employer son pouvoir pétrolier. Et il sera sans doute soutenu, *s'il* choisit mieux ses méthodes.

3. La politique des Etats-Unis demeure confuse. Face à la crise économique mondiale, les U.s.a essaient de rassembler leurs alliés. Le conflit iranien et ses risques politiques et économiques peuvent les y aider. Le peuple américain s'indigne de la situation des captifs de Téhéran. Et donc le candidat Carter peut être tenté de jouer la manière forte afin de reconstituer l'unité nationale autour du Président face à «l'agression de Khomeiny».

Dans ce contexte, la prise d'otages, méthode inacceptable que nous avons *immédiatement dénoncée, tend à devenir* un enjeu interne aux U.s.a. Les blocages mis aux négociations entreprises sous l'égide du secrétaire général des Nations Unies semblent prouver qu'il existe aux Etats-Unis des forces qui jouent la tension, comme il en existe en Iran.

4. Cette tension internationale ne peut éviter d'avoir des répercussions sur la détente et la ratification des accords Salt 2. La multiplication des conflits à l'occasion desquels l'usage des armes est évoqué comme une éventualité, parce qu'ils se situent dans une zone stratégique essentielle - le grand centre pétrolier du monde - montre que les mécanismes classiques de la détente jouent mal dans certaines situations. Est-ce l'une des raisons de la prudence de l'U.r.s.s à l'égard de l'Iran ? Les dirigeants soviétiques ont dit qu'ils ne pourraient accepter sans réagir une initiative militaire. Mais leur mise en garde est restée mesurée et ils ont condamné clairement la prise d'otages. Les dirigeants soviétiques, qui redoutent des répercussions chez eux des évènements d'Iran, qui sont très investis en Asie du Sud-Est et qui sont confrontés à des problèmes de succession intérieure, jouent assurément la modération. Pour eux la détente, telle qu'elle a été gérée, jusqu'à maintenant, demeure un acquis primordial.

5. L'on a beaucoup parlé de **réveil de l'Islam,** des risques d'extension du phénomène iranien à l'ensemble du monde islamique. Les évènements d'Islamabad ou de la Mecque, l'agitation dans les mosquées en Tunisie montrent la force unificatrice de l'idéologie religieuse et sa dimension internationale. Cela ne concerne d'ailleurs pas le seul Islam et Khomeiny. Les voyages de Jean Paul II au Mexique ou en Pologne, n'ont-ils pas une signification analogue ? Le rôle de dynamisation sociale des religions prouve que l'idéologie n'est pas morte. Il nous appartient d'en mesurer les richesses mais aussi d'en dénoncer les dangers.

6. Enfin qui n'a été frappé par le **silence de la France ?** L'alignement croissant sur les Etats-Unis pour les grandes questions et *les tentatives de s'approprier par opportu*nisme de petits avantages momentanés ne sauraient définir une politique étrangère.

Sans projet, sans proposition cohérente en faveur de la construction d'un nouvel ordre économique et politique international, interventionniste sur le plan militaire, silencieuse sur les massacres en Centrafrique comme sur les otages en Iran, sans moyens, la diplomatie de M. Giscard d'Estaing s'efface. Il faut faire en sorte qu'il en face autant.

Pétrole : la France entre à Rotterdam...

Par la petite porte

Soupir de soulagement ! Monory et Giraud n'ont pas été trop méchants : les hausses des prix des carburants et du fuel domestique annoncés à la veille du week-end et passés immédiatement dans les faits sont restés limitées : 3 centimes pour les carburants, 3,1 centimes pour le fuel, en région parisienne.

Soulagement qui tient, pour une bonne part, *à la mauvaise santé du dollar, puisque* cette fois encore, ce qui a été pris en compte, c'est le coût réel de l'approvisionnement pétrolier de la France : la décote de la monnaie américaine a contrebalancé le glissement des prix pétroliers vers le haut.

Soulagement pourtant qui ne va pas sans quelque inquiétude pour l'avenir. Une petite phrase du communiqué ministériel annonçant la hausse des prix retient en effet l'attention : «le prochain mouvement de prix, qui aura lieu en janvier 1980, sera déterminé en fonction d'une appréciation de l'ensemble des facteurs qui caractériseront à cette date la situation du marché et les conditions de notre approvisionnement».

Que signifie ce jargon ? A première vue qu'en janvier, on ne se contentera plus de répercuter à la pompe le jeu cumulé des relèvements de prix sur les contrats *d'approvisionnement des compagnies* pétrolières opérant en France et des mouvements du dollar, mais que «la situation du marché sera prise en compte», c'est-à-dire notamment le niveau des prix sur les marchés libres tels celui de Rotterdam.

Jusqu'ici condamnant le caractère spéculatif de ces marchés libres - qui ne se souvient des envolées lyriques de Giraud sur le sujet ? - le gouvernement avait arrêté une politique de prix interdisant pratiquement aux compagnies installées en France de s'approvisionner à Rotterdam où les prix sont relativement élevés. Indirectement c'est cette interdiction qui vient d'être levée.

Raison invoquée officieusement : le refus d'autoriser les achats à Rotterdam a freiné la reconstitution des stocks français, qui seraient bien inférieurs à ceux constitués Outre-Rhin. Cela n'a pas empêché les compagnies françaises d'afficher de confortables profits.

Il reste que n'ayant pas réussi à convaincre ses partenaires, japonais, allemand, américain de boycotter les marchés libres, la France se rallie, par la petite porte, à une *pratique qu'elle condamnait hier. Un revi*rement que ne réussit pas à dissimuler l'annonce, par la revue «Middle East Economic Survey», de la reconduction probable, et pour trois ans d'un contrat d'approvisionnement pétrolier portant sur 12 millions de tonnes par an à prix fermes mais indexés sur ceux de l'O.p.e.p. Reconduction qui ne comble que partiellement les espoirs de Giraud : le ministre comptait bien obtenir des Saoudiens une rallonge de deux millions de tonnes par an.

ENQUETE ENERGIES

Depuis le N° 39 de Riposte nous avons publié, après le point de vue d'Alain Bombard, le récit des expériences réalisées dans plusieurs régions sous l'impulsion des socialistes. Aujourd'hui, Paul Quilès met l'accent sur la nécessité d'une politique de recherche à la mesure des besoins du pays.

Les énergies éternelles sont aussi en France
Il faut partir à leur recherche

«Paul Quilès s'inquiète auprès de monsieur le ministre de l'Industrie de la faiblesse des ambitions du gouvernement en ce qui concerne le développement de l'utilisation de l'énergie solaire...» C'est une des nombreuses questions écrites que le député de Paris a posé sur la politique gouvernementale en matière d'énergies renouvelables.

Secrétaire de la commission Energie du Parti et de l'Association pour le développement des énergies nouvelles (A.d.e.n), Paul Quilès est intervenu à l'Assemblée dans tous les débats concernant l'énergie, notamment à l'occasion de la préparation des budgets 1979 et 1980 ainsi que lors de la discussion du projet de loi Giraud sur les économies d'énergie déjà voté au Palais Bourbon et bientôt examiné par le Sénat. «A l'origine, ce projet mettait à mal le monopole d'E.d.f. Mais le gouvernement a dû reculer sous la pression conjointe des élus socialistes et des syndicats. En revanche, nous n'avons pu obtenir que cette loi, qui veut organiser la récupération de chaleur à partir des usines vers des réseaux urbains, prévoit que ces réseaux soient en régie municipale».

A la commission «Energie» l'objectif est de rassembler toutes les compétences : «pas seulement des compétences techniques, des compétences militantes aussi : syndicalistes, responsables de G.s.e». Dans cette commission, le débat doit s'instaurer entre militants ayant des compétences particulières, et pas seulement entre techniciens.

Limiter la part du nucléaire.

Un groupe de la commission travaille sur les énergies renouvelables : «il ne s'agit pas de sacrifier à une mode mais de chercher à diversifier nos énergies : limiter la part du nucléaire - qu'on ne pourra pas éviter dans un avenir proche - et viser pour le XXI[e] siècle un développement accéléré des énergies renouvelables, le solaire en particulier dont les prix de revient vont rapidement baisser».

«Une politique volontaire de recherches est indispensable, or, actuellement le gouvernement y consacre des sommes ridicules : par exemple 100 millions pour le Commissariat à l'énergie solaire, c'est-à-dire 30 à 35 fois moins que les crédits attribués au Commissariat à l'énergie atomique».

«Il faudrait soutenir l'équipement des ménages en «solaire». Or, on a supprimé la prime de 1 000 F. pour l'installation d'un chauffe-eau solaire. Il faudrait aussi inciter à la production en garantissant aux constructeurs un marché. On peut citer, par exemple, ce qu'envisagent les Etats-Unis qui tendent à ce que 15% de leur production énergétique provienne, en l'an 2000, des énergies renouvelables. En France, on se dirige vers... 3%, si la politique préconisée par le gouvernement est suivie. Nous sommes pourtant très bien placés au plan de l'industrie solaire, deuxième après les Etats-Unis».

Toujours la recherche

«Pour la géothermie c'est plus difficile, parce que l'investissement initial est important. L'énergie géothermique n'est rentable que si à partir d'un forage on alimente un ensemble d'habitations important. Et puis, nous n'avons pas une connaissance complète du potentiel géothermique français qui semble néanmoins conséquent. Un inventaire s'impose : toujours la recherche».

«Le Parti socialiste pense que, à l'horizon 2000, les énergies renouvelables peuvent apporter 30 millions de T.e.p (tonne équivalent pétrole) c'est-à-dire 10% de nos besoins. Il faut savoir en effet que les énergies renouvelables ne constitueront un apport énergétique significatif que dans une vingtaine d'années. A condition qu'aujourd'hui on fasse un effort de développement rapide».

«Les collectivités locales peuvent avoir la maîtrise des énergies renouvelables qui, par nature, sont décentralisées. C'est le sens de la déclaration de François Mitterrand à Arras : montrer que les collectivités locales à direction socialiste, même avec des moyens limités sont en tête de l'initiative».

VILLE-EVRARD : HÔPITAL EN GREVE

Depuis le 15 novembre 1979, les travailleurs de l'hôpital de Ville-Evrard, (Seine-Saint-Denis) sont en grève, pour que leur établissement obtienne un budget réel de fonctionnement. Suite aux circulaires ministérielles de mars, avril, et juillet dernier, l'asphixie du service public de santé apparaît maintenant au grand jour.

Les travailleurs de Ville-Evrard, autour de l'organisation syndicale C.f.d.t - C.g.t, n'entendent pas se laisser faire. Ils exigent l'annulation des circulaires ministérielles et la garantie de leur emploi.

A travers ces protestations ils entendent mettre au service de la population, un service de santé en rapport avec ses besoins. Ils dénoncent l'hypocrisie du gouvernement, et la complicité de la presse qui étouffe les luttes ouvrières.

(Communiqué du G.s.e de l'Hôpital de Ville-Evrard)

QUESTION ECRITE

de Michel ROCARD

sur les conséquences de la règlementation actuelle en matière d'approvisionnement en carburants pour les consommateurs qui ne sont pas satisfaits des services de leur fournisseur habituel, auprès de qui ils sont désormais tenus de passer commande. Il demande s'il ne lui apparaît pas nécessaire d'introduire dans les règles d'approvisionnement une clause permettant à un usager de changer de fournisseur au cas où il constaterait que les produits fournis par celui-ci sont de moindre qualité, ou s'ils ne correspondent plus, sur le plan qualitatif, à ses besoins.

Sanction minimum pour Jean-Pierre Michel
LE DESAVEU DES MAGISTRATS A PEYREFITTE

Parce que des propos tenus par lui au cours de débats antérieurs avaient été diffusés dans une émission Radio-Riposte, Alain Peyrefitte réclamait une sanction maximum, la mutation d'office, à l'encontre de Jean-Pierre Michel, magistrat à l'administration centrale de la Justice, mais aussi Premier secrétaire de la Fédération de Haute-Saône et membre du Comité directeur du Parti socialiste.

Les magistrats qui composent la commission de discipline du Parquet n'ont pas suivi le ministre dans sa volonté de faire un exemple -un de plus -. Ils ont voté la sanction minimum - le blâme avec inscription au dossier - ce qui est une façon de reconnaître que, pour être magistrat, on n'en a pas moins le droit d'être militant, et d'exprimer ses opinions. Il reste donc, n'en déplaise au ministre, quelques espaces de liberté - et de dignité - du côté de la magistrature.

ELECTIONS PARTIELLES

Municipales

LIBOURNE (Gironde). Exprimés : 45,26 % ; Max Mérat, majorité : 49,70 % ; Jean-François Ponty, P.s : 38,40 % ; Jean-Louis Bausse, P.c : 10,29 % ; Henri Fernandez, divers gauche 1,60 %.

Il s'agissait, bien sûr, de pourvoir au siège vacant de R. Boulin. Par rapport aux précédents suffrages, on remarque un recul du candidat de la majorité et une progression de l'électorat de la gauche.

Cantonales

MONTGERON (Essonne). Premier tour - P.s : 2379 voix - 34,2 % (M. Garribou) ; P.c : 1264 voix - 18,2 % ; R.p.r : 1799 voix - 25 % ; U.d.f : 1138 voix - 16,4 % ; Ecologistes 368 voix - 5,3 %.

Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Jean Hardouin (P.s) décédé ; on note une progression de plusieurs points pour le candidat socialiste.

SAINT-REMY-SUR-DUROLLE (Puy de Dôme). André Pérubel (P.s) est élu au premier tour avec 53,07 %, l'élection avait pour but de remplacer un autre socialiste qui avait été élu avec 51,26 %.

RIPOSTE
12 cité Malesherbes, 75009 Paris Tél. : 878.40.73
Télex : 660.582 F
Directeur : Georges Fillioud
Rédaction - Edition : Gérard Cole
Gérard Descotils,
Administration : Nicole Covillers
Numéro de Commission Paritaire : 601.22
Abonnement : 250 F par an
Composition : OFRES **Imprimerie** B.P. - Paris

Télé-P.S.

"LA VICTOIRE EST POUR BIENTOT, SI NOUS SAVONS RETROUVER L'AME DE NOTRE PEUPLE A TRAVERS LES GRANDS EXEMPLES QUE SONT JAURES ET BLUM".

ACTUEL

Sécurité sociale : pour le gouvernement les vieux doivent payer

Jacques Barrot présente aujourd'hui à l'Assemblée nationale les dernières recettes gouvernementales destinées à «redresser» la situation de la Sécurité sociale. Au menu, pour l'essentiel, l'instauration d'une cotisation d'assurance maladie sur les retraites du régime général ainsi que de contributions exceptionnelles versées par les pharmaciens et les laboratoires pharmaceutiques.

Ainsi sera démontré une nouvelle fois le respect de Giscard d'Estaing pour la parole donnée : le candidat aux élections présidentielles de 1974, avait promis d'aligner sur le régime général les retraites des autres régimes. C'est exactement le contraire que son gouvernement veut faire aujourd'hui : les salariés du commerce et de l'industrie (de très loin les plus nombreux) devraient goûter à leur tour l'avantage de cotiser sur le montant de leur retraite. Lequel est comme on sait en moyenne très élevé, et résulte de... cotisations versées pendant toute leur vie.

Joseph Franceschi dira aujourd'hui l'opposition totale du P.s à ce projet de loi. Il est proprement scandaleux de prévoir un prélèvement sur des retraites qui se montent, au maximum à 4.170 F. Le texte gouvernementale projette d'exonérer les «bénéficiaires» du minimum vieillesse. La décence commande d'exonérer de cotisation les titulaires d'une pension qui n'atteint pas le niveau du S.m.i.c. C'est-à-dire tous les retraités du commerce et de l'industrie.

Alsthom-Belfort : le coup de pied de l'âne

Le soutien apporté par les cadres a joué, on le sait, un rôle décisif dans le conflit Alsthom. La direction du groupe ne l'a pas oublié. Par une lettre personnelle, elle informait en fin de semaine les 600 ingénieurs de l'entreprise qu'ils percevraient 85 % de leur salaire d'octobre et novembre. Et les ouvriers ? Ils n'auraient droit, quant à eux, qu'à des avances sur les salaires... de décembre.

Et au cas où ses intentions ne seraient pas bien comprises, la direction parle dans sa lettre du «rôle déterminant que les ingénieurs et cadres peuvent jouer pour atténuer... les conséquences du conflit».

Cette tentative grossière de division/récupération fait suite à une série d'opérations de harcèlement (fichage, perquisitions) dirigées contre les ouvriers depuis la reprise du travail, et plus particulièrement contre les représentants syndicaux C.f.d.t. Les trois syndicats C.g.t, C.f.d.t et F.o ont immédiatement dénoncé la manœuvre et on devra attendre mardi après-midi la réaction officielle de la C.g.c.

Quant aux ouvriers, ce coup de pied de l'âne de la direction leur démontre, si c'était encore nécessaire, qu'ils auront encore à lutter pour défendre les acquits d'un conflit dont la reprise du 26 novembre dernier n'aura été qu'une étape.

Aiguilleurs : après les sanctions, la négociation ?

En réponse à une question du député socialiste Alex Raymond, Joël Le Theule répondait vendredi :

«Il ne saurait être question de fermer la porte à toute négociation... Je suis convaincu que la minorité des personnels de contrôle qui exerce une action à ce point perturbatrice préfèrera normaliser ses activités et engager les conversations auxquelles le gouvernement l'invite».

Ainsi, après trente six jours de conflit, le ministre change de ton, et après le «rien n'est négociable» du 25 octobre, il invite les grévistes à la «discussion».

Ce qui n'empêche pas les pouvoirs publics, selon une technique désormais éprouvée d'accompagner ces déclarations «conciliantes» d'une cascade de mesures répressives. Les sanctions à l'égard des contrôleurs de la navigation aérienne dépassaient la centaine en fin de semaine. Elles atteignaient pour la première fois les personnels d'encadrement avec la mutation disciplinaire de deux ingénieurs du Centre d'Athis-Mons obligés de se trouver, dès mardi matin, l'un à Nancy, l'autre à Clermond-Ferrand.

A Loperhet, près de Brest, Louis Le Pensec venu rencontrer les grévistes s'est vu refuser l'entrée des locaux par le chef du Centre de contrôle. Passant outre avec le soutien des personnels, le député socialiste, a tenu une réunion d'information.

L'Intersyndicale a convoqué tous les personnels en assemblée générale lundi après midi afin de décider de la suite à donner au mouvement. Les dernières prises de position gouvernementales semblaient entrouvrir la porte à une négociation, contrairement aux déclarations alarmistes et toujours menaçantes de la direction de la navigation aérienne.

L'initiative des sénateurs Bernard Legrand (gauche démocratique) et Marcel Forestier (R.p.r) qui réclament la formation d'une commission de contrôle et souhaitent que le Sénat «entreprenne une mission de conciliation entre le gouvernement et le personnel de la navigation aérienne» est un appel à un règlement négocié du conflit. Le gouvernement l'entrendra-t-il ?

Conflit chez Bricard
Le Vimeu bouge

Vimeu est, depuis trois siècles, le creuset de l'industrie du bronze et du laiton en France.

Depuis quinze jours, les débrayages sont de plus en plus fréquents. Vendredi, plusieurs centaines d'ouvriers du groupe Bricard, numéro un de la robinetterie et de la serrurerie en France, manifestaient dans les rues.

Ce qu'ils demandent ? La revalorisation de leurs salaires dont la moyenne (patrons et cadres compris) ne dépasse pas 2.600 F brut. L'amélioration de leurs conditions de travail : l'âge du bronze en Picardie n'est pas dépassé si l'on en juge par la vétusté et l'insécurité des machines. Les ouvriers manifestent également pour le treizième mois, la cinquième semaine de congés payés et les 35 heures.

«Le patronat peut payer», affirment-ils. Sans doute, puisque pour l'exercice 1978, le groupe Bricard, sur un chiffre d'affaires de 200 millions de francs, a annoncé un bénéfice d'exploitation de 26 millions de francs, en croissance de 6,75 %. Dans une des usines en grève, Bricard a prononcé le lock-out. Dans une autre, les délégués ont reçu avertissements et menaces de licenciement. Toujours la concertation...

Elections portuguaises

(suite de la première page)

Parti social et démocrate de Sa Carneiro, plus le Centre démocrate et social, plus le Parti populaire monarchiste, formaient ensemble «l'alliance démocratique». A gauche, Alvaro Cunhal et le Parti communiste portugais, avaient, pour former l'Alliance du peuple uni, aggloméré plusieurs autres sensibilités politiques.

— Le P.s.p a depuis plusieurs années été, victime d'attaques venues aussi bien de sa gauche (le P.c.p a ouvertement joué le pire) que de sa droite (soutenue politiquement et financièrement de l'extérieur), attaques auxquelles il n'a peut-être pas répondu avec suffisamment de vigueur.

— Chargé des responsabilités du pouvoir, le P.s.p a dû affronter simultanément crises économiques et crises politiques génératrices d'instabilité alors que l'opinion publique était à la recherche de sécurité.

— L'église portugaise a mené dans toutes les paroisses une violente campagne antisocialiste.

— Le manque d'unité du Parti socialiste portugais ne le mettait pas en situation d'opérer un synthèse dynamique pour un succès électoral.

— Parti symbole de la Révolution des oeillets (ce qui lui a fait perdre des voix sur sa droite) et Parti du gouvernement (ce qui lui a fait perdre des voix sur sa gauche à cause des maximalismes démagogiques du genre «tout, et tout de suite») les positions du Parti socialiste portugais ont pu apparaître comme ambiguës.

ABONNEZ-VOUS A «RIPOSTE»

Nom et Prénom .....

Adresse .....

.....

☐ Abonnement à 1 an : 250 F.

☐ Abonnement à 6 mois : 140 F.

Date et signature :

Réglement par chèque bancaire ou postal à adresser à :
Riposte - 12, Cité Malesherbes - 75009 Paris.